

**Viel & Cie SA**  
**Assemblée Générale du 14 juin 2018**

**Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**  
**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

**FIDORG AUDIT**  
62, rue de la Chaussée d'Antin  
75009 Paris  
S.A.S. au capital de € 124.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Caen

**ERNST & YOUNG Audit**  
Tour First – TSA 14444  
92037 Paris-La Défense Cedex  
S.A.S. à capital variable  
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie  
Régionale de Versailles

## **Viel & Cie SA**

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

#### **Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017**

À l'Assemblée Générale de la société Viel & Cie SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

---

### **Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

#### **Avec la société Compagnie Financière Tradition dont VIEL & Cie est actionnaire indirect à plus de 10 %**

##### **Contrat d'acquisition de 112 484 titres LCH Group Holdings Limited**

###### Administrateurs concernés

M. Patrick COMBES, Président-Directeur Général de votre société, et Directeur exécutif et Président du Conseil d'administration de la société Compagnie Financière Tradition.

M. Jean-Marie DESCARPENTRIES, Administrateur de votre société, et Administrateur de la société Compagnie Financière Tradition.

###### Nature, objet et modalités

Votre conseil d'administration en date du 28 décembre 2017 a autorisé l'acquisition de 112 484 titres LCH Group Holdings Limited pour 2 699 616 euros détenus par Compagnie Financière Tradition.

###### Motif justifiant de l'intérêt de la convention (de l'engagement) pour la société

Votre conseil d'administration a motivé cette convention (cet engagement) de la façon suivante lors du conseil du 28 décembre 2017 : « Afin de rationaliser la détention de la participation dans LCH Group Holdings Limited, le Président propose que Viel & Cie acquiert les titres détenus par Compagnie Financière Tradition SA aux conditions des dernières transactions effectuées avec des parties tierces, à savoir en septembre 2017 à un prix de 24 euros par titre ».

La convention de cession d'actions de LCH Group Holdings Limited a été signée entre les deux parties le 22 décembre 2017 à Paris.

### **Conventions et engagements non autorisés préalablement**

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du Code de commerce, nous vous signalons que les conventions et engagements suivants n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable par votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

## **Avec la société Bourse Direct dont VIEL & Cie est actionnaire indirect à plus de 10 %**

### **Convention de « cash-pooling » conclue avec la société Bourse Direct**

#### Administrateurs concernés

M<sup>me</sup> Catherine NINI, administrateur de votre société et Président du Directoire de Bourse Direct, Directeur Général de Bourse Direct.

M. Christian BAILLET, administrateur de votre société et membre du Conseil de surveillance de Bourse Direct.

#### Nature, objet et modalités

Votre conseil d'administration en date du 28 août 2013 a autorisé la mise en place d'un compte courant de trésorerie entre votre société et la société Bourse Direct. Ce compte courant est rémunéré au taux EONIA plus une marge de 0,25 %.

Un avenant a été signé le 9 mars 2017 entre les deux parties, prévoyant une rémunération annuelle EURIBOR 3 mois plus une marge de 0,75 %. Votre conseil d'administration en date du 20 mars 2018 a ratifié cet avenant.

Au 31 décembre 2017, l'avance en compte courant de la société Bourse Direct consentie à votre société est nulle. La charge des intérêts comptabilisés pour le compte courant au 31 décembre 2017 est de 64 363,85 €.

#### Motif justifiant de l'intérêt de la convention (de l'engagement) pour la société

Votre conseil d'administration a motivé cette convention (cet engagement) de la façon suivante « Il est proposé au Conseil d'administration de maintenir ladite convention de cash pooling, les circonstances ayant conduit à sa conclusion demeurant inchangées.

En revanche, le Conseil d'administration ratifie l'avenant en date du 9 mars 2017 ayant modifié les conditions de rémunération à EURIBOR 3 mois + 0,75 %, afin de s'aligner sur les conditions de marché sur des placements de trésorerie à court terme auprès d'établissement de crédit ».

Cet avenant, signé le 9 mars 2017, n'a pas fait l'objet d'une procédure d'autorisation préalable.

En raison d'une omission de votre conseil d'administration, la convention ci-dessus n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable prévue à l'article L. 225-38 du code de commerce.

Nous vous précisons que, lors de sa réunion du 20 mars 2018, votre conseil d'administration a décidé d'autoriser a posteriori cette convention.

---

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **Avec la société VIEL et Compagnie-Finance, actionnaire indirect à plus de 10 % de votre société**

#### **Bail commercial de sous-location pour les nouveaux locaux utilisés par votre société**

##### Administrateurs concernés

M. Patrick COMBES, Président-Directeur Général de votre société, et Président-Directeur Général de la société VIEL et Compagnie-Finance.

Mme Catherine NINI, administrateur de votre société et Directeur Général délégué de la société VIEL et Compagnie-Finance.

M. Christian BAILLET, administrateur de votre société et membre du Conseil d'administration de la société VIEL et Compagnie-Finance.

##### Nature, objet et modalités

Votre conseil d'administration en date du 29 avril 2016 a autorisé la signature d'un bail commercial de sous-location avec effet à compter du 2 mai 2016 et pour une durée de 9 années dont une durée ferme de 6 ans.

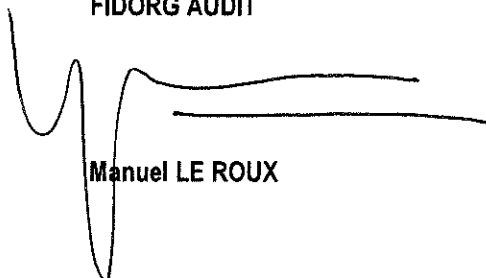
Ce bail commercial conclu entre la société VIEL et Compagnie Finance et votre société concerne la location de locaux situés au 9, place Vendôme à Paris (1<sup>er</sup>) et représentant une surface de bureau de 373 m<sup>2</sup>. Le loyer est indexé annuellement le 2 mai de chaque année sur l'indice des loyers des activités tertiaires.

Au titre de l'année 2017, les charges (hors taxes) de loyers et de charges locatives facturées par la société VIEL et Compagnie Finance se sont élevées à 327 380 euros.

Paris et Paris-La Défense, le 30 avril 2018

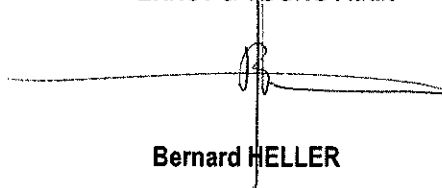
#### **Les Commissaires aux Comptes :**

**FIDORG AUDIT**



**Manuel LE ROUX**

**ERNST & YOUNG Audit**



**Bernard HELLER**